



SECURITE ALIMENTAIRE ET IMPLICATIONS HUMANITAIRES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET AU SAHEL

Décembre 2012-
janvier 2013

L'Essentiel

- ▽ Reprise des hostilités au Mali provoquant un afflux de personnes déplacées dans un contexte restant difficile pour les populations déjà affectées (nord du pays, déplacés, réfugiés)
- ▽ Malgré de bonnes récoltes, les prix du mil demeurent élevés au Sahel
- ▽ Persistance de situations d'insécurité alimentaire provoquées par la crise de 2011-2012 à cause des catastrophes naturelles, des taux élevés de malnutrition et des prix encore élevés pour les ménages les plus pauvres au Sahel
- ▽ Baisse des infestations acridiennes

Campagne agropastorale 2012-2013 : bonnes perspectives confirmées

La réunion du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest (RPCA) organisée par le Comité Permanent Inter-états de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) et le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE) tenue à Ouagadougou du 4 au 6 décembre 2012 a confirmé une production céréalière prévisionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest s'élevant à 57,3 millions de tonnes (à l'exception du Burkina Faso), en hausse de 18% par rapport à la moyenne des 5 dernières années et de 13% par rapport à celle de l'année dernière. Pour les pays membres du CILSS, à l'exception du Burkina Faso, la production a été confirmée à 17,5 millions de tonnes, en hausse de 35% par rapport à la moyenne des 5 dernières années et de 37% par rapport à celle de l'année dernière. Toutefois, les effets de la récente crise alimentaire et nutritionnelle ne sont pas encore effacés et les ménages ruraux qui ont pratiqué l'agriculture sur de très petites superficies, ainsi que les travailleurs journaliers exclusifs n'ont pas pu bénéficier de la bonne pluviométrie et restent dépendants des marchés pour s'alimenter.

Selon Afrique Verte, la campagne de contre saison ou de cultures de décrue a démarré, les semis ont commencé avec le retrait progressif de l'eau dans les localités propices à cette activité. Les activités maraîchères sont marquées par le repiquage et l'entretien des plants.

Concernant les conditions d'élevage, les pâturages sont encore assez fournis, avec toutefois une baisse de la valeur fourragère avec la lignification et le dessèchement progressif des herbacées. Les conditions d'abreuvement sont assez bonnes et l'état sanitaire d'embonpoint des animaux est bon dans l'ensemble (Afrique Verte).

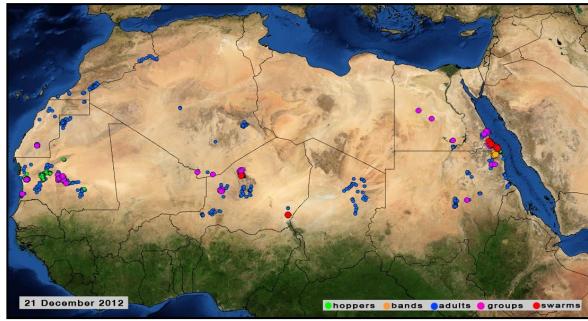
Dans le cadre de la réunion du RPCA de Ouagadougou, les parties prenantes de la sécurité alimentaire et nutritionnelle se sont réunies afin de sceller l'Alliance globale pour l'initiative résilience (AGIR – Sahel et Afrique de l'Ouest). L'objectif global d'AGIR est de « réduire structurellement et de manière durable la vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle en accompagnant la mise en œuvre des politiques sahéliennes et ouest-africaines ». S'appuyant sur les priorités de l'agenda régional de sécurité alimentaire et nutritionnel, l'Alliance est centrée autour de quatre piliers stratégiques¹ : **Pilier 1** : Restauration, renforcement des moyens d'existence et protection sociale des plus vulnérables, **Pilier 2** : Renforcement de la santé et de la nutrition, **Pilier 3** : Augmentation durable de la production alimentaire, des revenus des ménages vulnérables et de leur accès aux aliments et **Pilier 4** : Renforcement de la gouvernance en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

L'Alliance vise, d'ici 20 ans, l'objectif 'Faim zéro', à savoir l'éradication de la faim et de la malnutrition. Pour la prochaine réunion du RPCA, une feuille de route régionale basée sur la déclaration de Ouagadougou, adoptée par les parties prenantes, précisera les objectifs spécifiques chiffrés et les critères d'évaluation. A court terme, le processus de mise en œuvre de la Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires sera poursuivi. Dans ce cadre, le mécanisme de construction du consensus sur l'analyse de la vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle (Cadre Harmonisé) sera opérationnalisé. Parallèlement, la mise en œuvre de la stratégie régionale de stockage alimentaire sera accélérée.

Situation acridienne au 24 janvier 2012 : baisse des infestations acridiennes

La situation relative au Criquet pèlerin est actuellement calme dans la Région. Au **Niger**, des populations résiduelles d'ailés solitaires immatures épars sont présentes dans le Tamesna et l'Air, tandis qu'une reproduction à petite échelle est en cours dans quelques sites des montagnes de l'Air. Au sud de l'**Algérie**, quelques petites groupes sont apparus et y ont pondu. Des opérations limitées sont également en cours dans les zones côtières adjacentes du nord-ouest de la **Mauritanie** et des ailés immatures épars sont présents dans des parties du nord et du nord-ouest. Les faibles températures retarderont la maturation des criquets et limiteront ses déplacements dans la Région.

Figure 1 : Situation acridienne au 21 décembre



Source: FAO

L'évolution de la situation acridienne de 2013 reste difficile à prédire dans la mesure où elle dépend : 1) de la période, la quantité et la répartition spatiale des pluies dans les prochains mois au nord-ouest de la Mauritanie et au Sahara occidental, 2) de la période à laquelle les températures augmenteront à la fin de l'hiver et au début du printemps au sud de l'Atlas marocain et algérien, 3) des pluies printanières (mars-mai) dans ces régions, 4) de l'efficacité des reproductions et 5) de l'efficacité des prospections et des opérations de lutte. Ces facteurs dépendent donc en grande partie de l'évolution de la pluviométrie qui ne peut être prédictive avec un minimum de certitude en janvier 2013. Cependant, il y aura davantage de criquets dans la région fin décembre 2012 comparé à décembre 2011, de sorte que si les pluies étaient favorables au printemps et/ou s'il y a des pluies inhabituelles (pluies sur de grandes étendues, pluies diluviales de courte durée), alors le nombre de criquets augmenterait et à la fin du printemps 2013, des essaims pourraient se former et migrer à temps vers les zones de reproduction estivale au nord du Sahel. Cependant pour le moment, il n'est pas possible de prédire si ces facteurs se déclencheront. Dans tous les cas, la situation actuelle n'atteint nulle part la sévérité de la situation qui prévalait en 2003 – 2005.

Inondations

Selon OCHA, au **Niger**, la relocalisation des populations de Niamey riveraines du fleuve et qui étaient à risque d'être affectées par les inondations a officiellement pris fin vendredi 21 décembre 2012. A Diffa, une baisse de 70 cm de la rivière Komadougou a été notée le 21 décembre, comparativement à la situation du 23 novembre 2012. Les inondations ont concerné à la fois les champs mais également les habitations.

Au **Nigéria**, selon OCHA, avec le recul des inondations, plusieurs

personnes déplacées commencent à retourner dans leurs communautés. L'Agence nationale de gestion des urgences (NEMA) a annoncé que le nombre de personnes déplacées a atteint 387 153, au 15 novembre. Les autorités nationales continuent de fournir une réponse humanitaire à tous les niveaux. Le ministre de l'agriculture a annoncé que le Gouvernement fédéral a promis de distribuer 4 800 tonnes de semences aux personnes affectées par les inondations dans l'Adamaoua, Borno, Gombe, Katsina et Yobe.

Reprise des hostilités au Mali et mouvements de populations

La reprise des hostilités au nord du pays depuis le 9 janvier fait craindre de nouveaux mouvements de population au Mali et vers les pays voisins. Avant le commencement des combats, le nombre de déplacés internes était estimé aux alentours de 198 500. Ces chiffres doivent être revus suite à la reprise des hostilités qui a provoqué de nouveaux mouvements de populations : A la date du 22 janvier, le rapport de situation d'OCHA pour le Mali indique que selon l'information fournie par les partenaires opérant dans les régions affectées estiment qu'au moins 3 600 personnes ont été déplacées internes à Mopti, Segou et Bamako depuis le 10 janvier. Au 16 janvier, le nombre total de déplacés internes au Mali est estimé à 228 920 (OIM, OCHA). Le nombre total de réfugiés maliens dans les pays voisins était de 144 400 personnes fin décembre (Algérie, Burkina Faso, Mauritanie, Niger; UNHCR). Depuis la reprise des combats, plusieurs centaines de réfugiés sont arrivées dans les pays voisins dont 80% de ces réfugiés sont des femmes et des enfants.

La fermeture par certains pays frontaliers de leurs frontières avec le Mali ne sera pas sans conséquences pour les moyens d'existence des populations résidant encore dans le nord du pays car elle rendra plus difficiles les mouvements des troupeaux ainsi que les flux commerciaux transfrontaliers. Des hausses de prix de certaines denrées dans les marchés de la zone nord ont déjà commencé à se faire ressentir et auront probablement un impact conséquent sur l'accès des ménages aux denrées de base.

La situation restant fortement volatile, les conséquences humanitaires, y compris en termes d'accès pour les organisations humanitaires et de fonctionnement des marchés, doivent être précisées. Le Cluster Sécurité alimentaire du Mali suit de très près les conséquences possibles de cette intervention sur les déplacements de population.

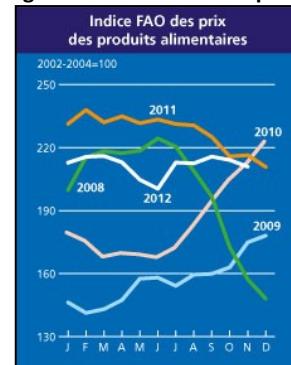
Tendances sur les marchés internationaux

L'Indice FAO des prix des aliments a atteint en moyenne 209 en décembre 2012, soit 2 points (1,1 pour cent) de moins qu'en novembre. C'est son niveau le plus bas depuis juin 2012 (il était alors de 200 points). Le recul accusé en décembre s'explique par la chute des cours internationaux des principales céréales et huiles/matières grasses. L'Indice était en moyenne de 212 en 2012, valeur annuelle en retrait de 7,0 pour cent par rapport à celle de 2011. Les baisses les plus nettes concernent le sucre (17,1 pour cent), les produits laitiers (14,5 pour cent) et les matières grasses (10,7 pour cent). Elles sont beaucoup plus contenues dans les secteurs des céréales et de la viande (2,4 et 1,1 pour cent respectivement).

L'Indice FAO des prix des céréales, en retrait de 6 points (soit 2,3 pour cent) par rapport au mois précédent, était de 250 en moyenne en décembre. Il s'établit ainsi à 241 en moyenne pour l'ensemble de l'année 2012, soit 2,4 pour cent en deçà de son niveau de 2011. Après le bond observé entre juillet et septembre 2012, à la faveur des incertitudes planant sur la production et du resserrement de l'offre, les prix à l'exportation ont chuté du fait du relâchement de la demande de céréales pour la production fourragère et industrielle. En décembre, les cours du maïs ont plongé, par suite d'une importante offre à l'exportation en provenance d'Amérique du Sud, qui a eu pour effet de desserrer les prix tendus par la réduction des disponibilités aux États-Unis.

En décembre, les cours mondiaux du riz sont restés orientés à la baisse sous l'influence des prix vietnamiens en recul sensible. Tandis

Figure 2 : Indice FAO des prix



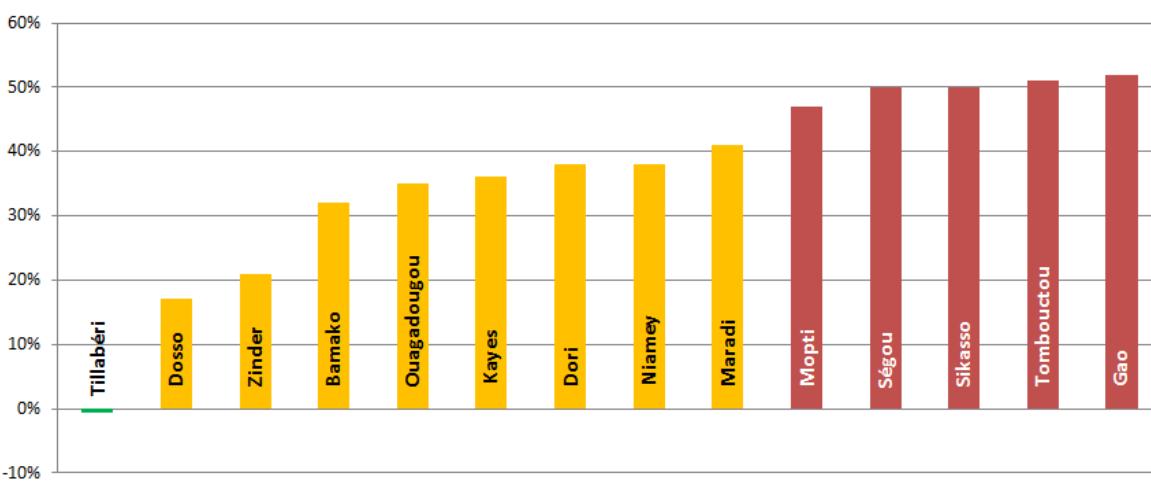
Source : FAO

que les prix thaïlandais et nord-américains, pour leur part, restaient stables encore une fois. Les récoltes asiatiques s'annoncent favorables et les conditions d'approvisionnement sont plutôt bonnes. Bon nombre de pays, parmi les principaux importateurs mondiaux, affichent des objectifs d'autosuffisance. Aussi, même si ces objectifs n'ont guère de chance d'aboutir dans le moyen terme, des pays tels que le Nigeria, l'Indonésie et les Philippines pourraient voir leurs importations baisser en 2013. Une inconnue persiste cependant en ce qui concerne la poursuite, ou non, de la politique thaïlandaise de prix internes. Un déstockage massif des réserves thaïlandaises accumulées pourraient contribuer à un effondrement des cours mondiaux (bulletin Osiriz-n°106).

Tendances sur les marchés en Afrique de l'Ouest

Début décembre 2012, les prix des céréales sèches montrent différentes tendances suivant les marchés. Alors que certains prix se trouvent dans la normale saisonnière, certains prix de marchés restent bien au-dessus des normes saisonnières ou de la moyenne sur cinq ans.

Figure 3 : Tendance des prix du mil par rapport à la moyenne quinquennale (Décembre)



Source : SIM, FAO/GIEWS, PAM, Afrique Verte

Au Niger, comparé à la moyenne quinquennale, les prix des céréales sèches sont en hausse sur la majorité des marchés : mil (17 % à 41 %) ; sorgho (5 % à 39 %) ; maïs (2 % à 21 %). Comparé à décembre 2011, les prix du mil varient de -24 % à 9 % dont les plus significatives s'observent à Niamey. Au Burkina Faso, comparés à la moyenne quinquennale, les prix des céréales sèches sont aussi en hausse sur tous les marchés : mil (19 % à 91 %) ; sorgho (8 % à 25 %) ; maïs (2 % à 29 %). Comparés à décembre 2011, les prix du mil varient de -5 % à 44 % dont les plus significatives s'observent à Tenkodogo. Au Mali, des hausses des prix des céréales sèches sont aussi observées surtout sur les marchés du centre et sud du pays comparé à la moyenne quinquennale : mil (32 % à 51 %) ; sorgho (7 % à 37 %) ; maïs (4 % à 32 %). Comparé à décembre 2011, les prix du mil varient de -5 % à 44 % dont les plus significatives s'observent à Sikasso. De façon générale, les prix du riz importé sont à la baisse ou à la stabilité selon les marchés.

Tendances sur les marchés en Afrique de l'Ouest

Les termes de l'échange (TDE) Bouc/Mil se sont légèrement améliorés en novembre 2012 par rapport à octobre, améliorant l'accessibilité du mil aux éleveurs et pasteurs nomades. Cependant, ils restent en baisse par rapport à novembre 2010. Les termes de l'échange niébé/mil enregistrent une baisse de 14% sur le marché de Birni gaouré (Dosso). Ces TDE sont à des niveaux supérieurs à ceux de novembre 2010 et inférieurs à ceux de la moyenne des cinq dernières années (source : Albichir).

Au **Sénégal**, deux mois après la mise en marché des produits les offres et les stocks se sont notablement améliorés dans tous les marchés du pays (ruraux/urbains, consommation/regroupement). La tendance baissière des prix des produits locaux se poursuit: de-

puis octobre les prix des céréales sèches ont baissé entre 2 et 4 %, ceux de l'arachide coque de 32 % et de l'arachide décortiquée de 16% et du niébé de 7%. Toutefois, les prix des céréales restent encore élevés de 4 à 11% comparé à la campagne précédente – caractérisée par des prix très élevés –mais surtout à la moyenne quinquennale (2007/08-2011/12) : entre 19 et 23 % pour les céréales et entre 17 à 35 % pour les légumineuses. Cependant le prix du riz ordinaire importé est resté stable. Après une tension sur les marchés des petits ruminants en octobre, les prix des ovins et caprins se sont abaissés, en faveur des consommateurs. Les termes de l'échange du bétail contre riz importé se sont améliorés dans les 12 derniers mois respectivement de 55%, 15% et 18% pour les bovins, ovins et caprins (Source : Marsé).

Impact sur la sécurité alimentaire

Le contexte sahélien reste marqué par une «triple crise» à laquelle la Stratégie Sahel 2013 élaborée par les agences humanitaires régionales basées à Dakar et lancée le 17 décembre essaye de répondre. Il s'agit (1) de la crise aiguë de sécurité alimentaire et nutritionnelle de 2012 qui se prolongent en 2013 pour les ménages les plus vulnérables ayant peu bénéficié des bonnes récoltes et ayant toujours besoins d'assistance, (2) de la crise liée à l'érosion de la résilience des populations face aux des chocs récurrents, à l'insécurité alimentaire chronique et à la malnutrition et (3) du déplacement interne et transfrontalier suite au conflit du Mali. En 2013, cette triple crise pourrait toucher approximativement 10,3 millions de personnes et plus 1,4 millions d'enfant sont à risque de malnutrition aiguë sévère en 2013. Cette stratégie Sahel 2013 couvre les Appels humanitaires consolidés (CAP) du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad lancé le 14 décembre 2012 ainsi que les besoins identifiés en Gambie et au Sénégal.

Au **Ghana**, le système de suivi de la sécurité alimentaire du Gouvernement et du PAM couvrant les cinq régions du nord du pays rapporte une amélioration des conditions alimentaires généralisée (Novembre 2012). Les bonnes conditions agricoles ont mené à une moins grande dépendance des ménages à l'égard des marchés de la région et à un meilleur accès aux aliments de base autoproduits et une augmentation importante des stocks au niveau des ménages et sur les marchés. Les prix du maïs s'en retrouvent à leur plus bas niveau depuis le début de l'année 2012 dans quasiment toutes les régions. Cependant, les prix du maïs continuent à être bien supérieurs à leur moyenne des cinq dernières années (+30 %), notamment dans la région Upper West (+92 %). La sécurité alimentaire reste cependant difficile pour les ménages de la région de Volta où plus de la moitié d'entre eux n'ont accès qu'à deux repas maximum par jour.

Au **Mali**, outre l'impact du conflit sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations, le SAP précise que la crise alimentaire de 2011-2012 laissera d'importantes séquelles (pertes de bétail, perte d'emploi, réduction des activités économiques...) sur les moyens de vie d'une partie importante de la population, rendant les populations rurales vulnérables à d'éventuels chocs en 2013. Le SAP Mali conclut en précisant que : « la seule bonne campagne agricole 2012-2013 ne pourrait aucunement effacer toutes ces difficultés surtout quand on sait que la malnutrition continue à persister sous toutes ses formes dans le pays ».

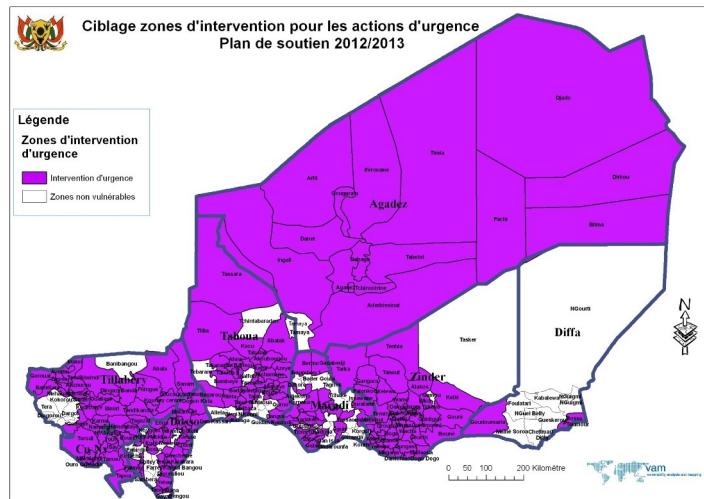
Une étude de la nutrition et de la mortalité rétrospective a été menée par Médecins Sans Frontières (MSF) dans le camp de réfugiés de Mbera au sud-est de la **Mauritanie** du 05 au 09 novembre 2012. Un taux de prévalence de malnutrition sévère de 4,6 % et un taux de prévalence de malnutrition globale de 17,0 % restent alarmants et démontrent l'extrême précarité de la situation des réfugiés dans le camp de Mbera. Le taux de mortalité brut et le taux de mortalité pour les enfants de moins de 5 ans étaient respectivement de 0,76/10000/jour et 1,46/10000/jour, au-dessus des seuils d'urgence de 0,5/10000/jour et 1,0/10000/jour. Les principales recommandations à l'endroit des acteurs présents et actifs dans le camp sont les suivantes : améliorer la qualité des soins prodigues dans tous les programmes nutritionnels et curatifs, améliorer l'accès aux soins via la sensibilisation parmi la population du camp, augmenter la couverture vaccinale pour les enfants de 6 mois et 15 ans contre la rougeole, et adapter la nourriture distribuée aux réfugiés pour la rendre plus compatible aux habitudes alimentaires de ces derniers.

Au **Tchad**, dans la région de Guéra, Oxfam rapporte dans un rapport sorti début décembre que les résultats de la campagne sont bons à très bons dans l'ensemble malgré des dégâts localisés sur les cultures par les inondations et les ennemis de culture. La baisse des prix du sorgho rouge ainsi que l'augmentation du pouvoir d'achat des éleveurs et des bonnes perspectives des cultures de rente permettent à un nombre conséquent de ménages d'améliorer leur accès à la nourriture et de pouvoir envisager de bons revenus pour les premiers mois de 2013.

Au **Niger**, lors de la réunion de Synthèse des rencontres techniques du Système d'alerte précoce, fin novembre, l'analyse de la vulnérabilité a identifié 185 zones vulnérables regroupant 3 243 villages pour une population estimée à 2 483 051 habitants. Onze départements ressortent comme moyenement vulnérables dont deux dans la région de Zinder (Tesker et Kantché), un dans la région de Diffa (N'Gourtî), deux dans la région de Tahoua (Tahoua et Abalak), un dans la région d'Agadez (Aderbissinat), quatre dans la région de Tillabéry (Ayerou, Bankilaré, Torodi, Tillabéry) et un dans la région de Niamey (Arrondissement 3). La carte ci-après montre la répartition des zones à cibler en priorité pour 2013.

Impact sur la sécurité alimentaire (suite)

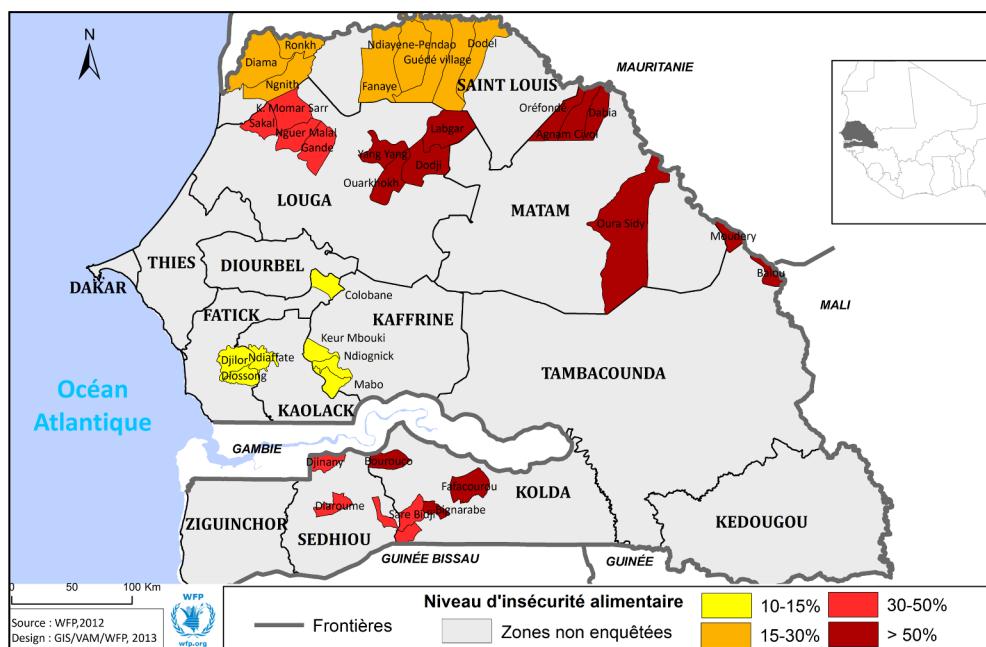
Figure 4 : Zones d'intervention pour les actions d'urgence au Niger pour 2013



Source : SAP Niger, PAM

Toujours au **Niger**, en décembre 2012, Save the Children a réalisé une analyse de l'impact du niveau élevé des prix observé actuellement conjugué aux résultats de la campagne agricole 2012, sur la sécurité alimentaire des ménages vivant dans l'ensemble des zones nord et sud du département de Tessaoua. L'analyse des scénarios met en évidence l'apparition d'un déficit de protection des moyens d'existence chez les ménages très pauvres des deux zones du département pendant la période de soudure 2013. A partir du mois d'août 2013, les ménages pauvres et très pauvres auront un déficit de revenu de 24 et 36% en zones sud et nord respectivement. Selon Save the Children, cette situation préoccupante démontre que les efforts entrepris par les partenaires humanitaires et du développement autour de l'initiative Résilience au Niger doivent être renforcés.

Au **Sénégal**, une mission conjointe (Gouvernement/Action Aid/Croix-Rouge sénégalaise/FAO/PAM) s'est déroulée en fin décembre 2012 dans les communautés rurales où la production céréalière a baissé



par rapport à la moyenne des cinq dernières années (2007/08 – 2011/12) suite aux irrégularités pluviométriques et/ou aux inondations².

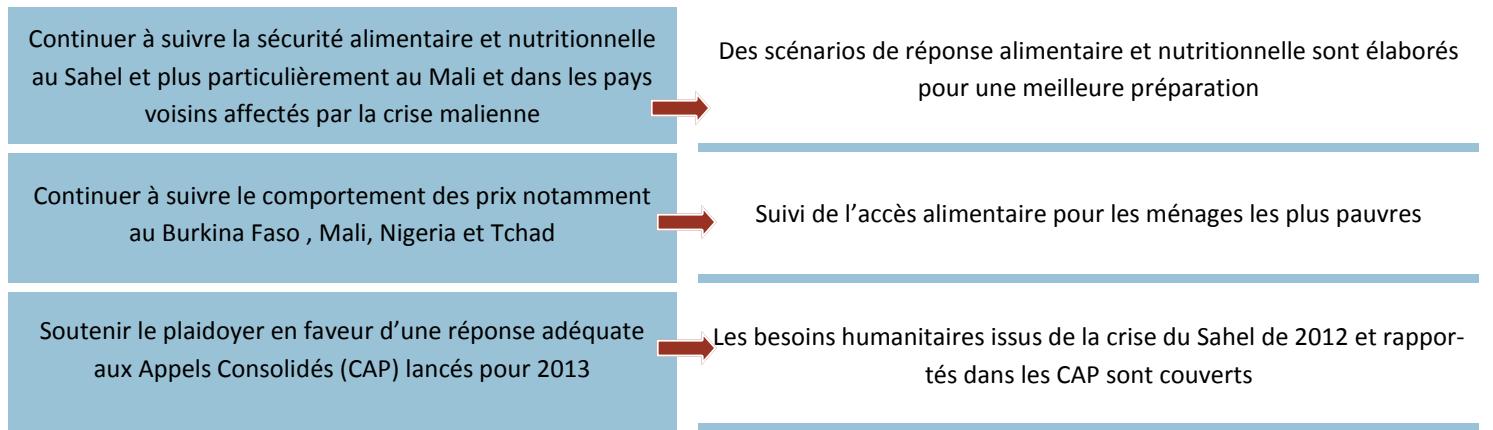
Les résultats préliminaires indiquent que l'insécurité alimentaire touche présentement plus de 230 000 personnes de certains villages et communautés rurales des régions de Saint-Louis, Louga, Matam, Sédiou et Kolda ainsi que dans les régions de Fatick, Kaolack et Kaffrine. Ainsi, la prévalence de l'insécurité alimentaire est critique dans les zones des départements de Bakel (65% des ménages), Matam (64%), Medina Yoro Foula (63%) et Linguère (55%). La prévalence de l'insécurité alimentaire est, en revanche, faible dans toutes les zones des Régions de Fatick et Kaffrine où elle est inférieure à 15% alors qu'elle est modérée dans les départements de Dagana et Podor (figure 5).

2: Pendant l'hivernage, deux missions nationales conjointes et deux autres départementales ont effectué des évaluations de la campagne agricole 2012-2013. C'est à la suite de ces dernières que les zones où la production céréalières a baissé par rapport à la moyenne des cinq dernières années sont déterminées. C'est au sein de ces zones que la mission conjointe a étudié, à partir d'un questionnaire ménage, le niveau d'insécurité alimentaire.

Figure 5 : Prévalence de l'insécurité alimentaire dans les zones à faible production (2012/13 par rapport à la moyenne des cinq dernières années)

Source : PAM, décembre 2012

Recommandations au groupe de travail régional sécurité alimentaire et nutrition



Conclusions

▽ Les perspectives agricoles et pastorales sont globalement bonnes en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Cependant, les taux de malnutrition généralement élevés, les prix des céréales qui, malgré les baisses, restent élevés et les difficultés d'accessibilité alimentaire qui continuent de frapper les ménages ruraux pauvres et très pauvres ayant peu ou pas accès à l'agriculture, suggèrent que des situations d'insécurité alimentaire persisteront en 2013. La détérioration de la situation sécuritaire en cours au Mali risque aggraver la situation alimentaire des ménages vulnérables y compris les déplacés internes, les réfugiés, les populations hôtes et les populations restées sur place au nord du Mali.



Informations sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest

www.wfp.org/food-security

Mme Naouar Labidi
Naouar.Labidi@wfp.org

M. Idrissa Noma
Idrissa.Noma@wfp.org

M. Cédric Charpentier
Cedric.charpentier@wfp.org

www.fao.org/crisis/sahel/the-sahel-crisis/fr

www.fao.org/emergencies/fr

M. Jose Luis Fernandez
Joseluis.Fernandez@fao.org

M. Patrick David
Patrick.David@fao.org

M. Papa Boubacar Soumaré
PapaBoubacar.Soumare@fao.org



A vos agendas !

- > Enquête marchés CILSS et partenaires : du 4 au 16 février 2013
- > Analyse Cadre Harmonisé : Mauritanie 20-28 février 2013, Tchad et Burkina Faso 21 février-1er mars 2013
- > Publication des cartes de vulnérabilité des SAP (disponibles pour Niger, Burkina Faso, Mali), en cours
- > Atelier sous régional sur le bilan et stratégie d'amélioration et de l'accès des pasteurs à l'aliment bétail : du 22 au 24 janvier à Niamey